

## La situation de Calais est inadmissible !



Article rédigé par *Les 4 Vérités*, le 17 février 2016

**On le sait, une manifestation en faveur des « mi-grants » amassés à Ca-lais, dans un bidonville que certains appellent « jungle », a été autorisée.**

**Elle a eu lieu le 23 janvier dernier. On y a vu défiler tout ce que la France compte d'organisations gauchistes. Des groupes violents ont rejoint la manifestation. La statue du Général de Gaulle a été souillée d'une inscription « Nik la France » (des adeptes de la réforme de l'orthographe, sans doute). Des débordements aux allures d'émeutes ont eu lieu en direction du port. Trente-cinq personnes ont été arrêtées.**

On le sait aussi, une manifestation devait avoir lieu le 6 février, contre l'immigration clandestine et en soutien aux habitants de Calais, cette fois.

Elle a été interdite. Des manifestants sont venus quand même. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés, dont un général en retraite de l'armée française, Christian Piquemal.

La situation qui règne à Calais est absolument insupportable et inadmissible.

Elle détruit peu à peu la ville et y fait régner une insécurité croissante.

Elle condamne des commerces à la ruine.

Elle montre l'impuissance du gouvernement, et son incapacité à gérer le pays face à une crise migratoire de plus en plus grave.

L'autorisation d'une manifestation gauchiste et l'interdiction d'une manifestation non gauchiste et défendant les valeurs de la France et de la civilisation occidentale révèlent, une fois de plus, les orientations d'un gouvernement impuissant et incapable.

L'état d'urgence règne en France depuis les lendemains des attentats du 13 novembre, mais on voit fort bien que le gouvernement ne règle rien, ne maîtrise rien, et gère au jour le jour, aveugle aux frustrations et à la colère qui montent dans une part croissante de la population.

Cette façon de gérer les choses ne peut durer indéfiniment.

Le gouvernement semble penser qu'en fustigeant l'« extrême droite » et l'« islamophobie », il va parvenir à diffamer suffisamment ceux qui s'insurgent pour les faire taire et les écraser.

Il ne fait ainsi que les insulter et que souffler sur les braises. Il est aidé par les grands médias qui contribuent à la diffamation. Il ne fait qu'attiser ce qui pourrait aisément désormais prendre des allures d'incendie.

Il faudrait d'abord rétablir les principes élémentaires du droit, et cela passerait par la libération d'une ville telle que Calais, dont les habitants ont le droit de vivre en sécurité, et dont les commerçants ont le droit de se livrer à leurs activités.

Cela passerait par un rétablissement de la justice : combien de policiers dans ce pays sont excédés de voir

des criminels, sans cesse relâchés par des juges laxistes, les narguer ?

Cela passerait aussi par un retour au pluralisme de l'information.

Je crains fort que les principes élémentaires du droit continuent à être violés, que la dérive de la justice se poursuive (même si Madame Taubira a quitté ses fonctions) et que le pluralisme de l'information ne revienne pas.

Le travail de sape mené par la gauche depuis plusieurs décennies et dont j'ai parlé à de nombreuses reprises se poursuit.

Quand bien même il y aurait des changements politiques, il n'en resterait pas moins que l'hégémonie de la gauche est en place et contrôle très largement la magistrature, la culture, l'enseignement, les médias, l'édition, les écoles de journalisme.

J'ai parlé, à propos du travail de sape mené par la gauche et de son hégémonie, de ce qui en résulte : une avancée vers l'anomie, donc vers la fracturation des règles et des valeurs permettant à une société de fonctionner.

Jamais la France n'a été aussi proche de l'anomie. C'est d'ores et déjà l'anomie qui règne à Calais, mais elle ne règne pas seulement à Calais : il existe en France 751 zones de non-droit, rebaptisées pudiquement par le langage politiquement correct « zones urbaines sensibles ».

La liberté de travailler, circuler, entreprendre, parler, disposer souverainement de ses biens est, chaque jour davantage, menacée.

Je n'ose énoncer ce qui survient au bout de l'anomie. Nous risquons de le voir bientôt...

GUY MILLIERE